

CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE

L'activité économique poursuit sa tendance haussière des quatre années antérieures, à en juger par les principaux paramètres macroéconomiques qui s'améliorent et qui indiquent des progrès significatifs, contrariés néanmoins par la recrudescence de l'inflation et par la persistance du chômage.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 3,0 % en 2007, croissance en hausse d'un point de pourcentage par rapport à l'année 2006, mais nettement inférieure à celle obtenue en 2005, estimée à 5,1 %. Hors hydrocarbures, l'expansion s'accélère à hauteur de 6,3 %. L'investissement, à dominante publique et qui tire cette croissance, continue à croître à un rythme élevé et la consommation finale par tête s'améliore.

Cependant, l'inflation reprend au rythme annuel de 3,9 %, le taux le plus élevé depuis trois ans, le chômage progresse à hauteur de 11,8 % de la population active et le tissu industriel se délite, faute d'investissements d'envergure dans ce secteur.

Les exportations demeurent très dépendantes des seuls hydrocarbures, l'épargne nationale n'est pas encore pleinement mise à profit de l'accumulation de capital et la disparité des revenus s'accroît au détriment des revenus fixes et du travail.

Hors hydrocarbures, la croissance économique reste vigoureuse et comme pour les récentes années, elle est essentiellement portée par le dynamisme du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) et dans une moindre mesure par l'essor des services marchands et de ceux des administrations publiques.

Le PIB hors hydrocarbures a progressé de 6,3 % en 2007, en nette accélération par rapport aux deux années précédentes : 5,6 % en 2006 et 4,7 % en 2005.

Avec 8,7 % de croissance en volume en 2007, la dépense intérieure brute a progressé à une allure beaucoup plus rapide

que celle de l'année précédente (3,6 %) et a dépassé le rythme élevé de 5,9 % observé en 2005. Cette performance est due à la très forte hausse de l'accumulation brute de fonds fixes (9,8 %) et à celle de la consommation finale des administrations publiques (7,1 %).

II.1- PRODUCTION, DEMANDE ET CROISSANCE

La poursuite de la forte expansion du secteur du bâtiment et travaux publics et les bonnes performances tant des services marchands que ceux de l'administration publique, ont tiré la croissance du produit intérieur brut qui a progressé de un point de pourcentage pour atteindre 3,0 % en 2007.

Le rythme de croissance s'est cependant nettement ralenti par rapport à l'année 2005, année de forte expansion au rythme de 5,1 %. Néanmoins, la baisse de la valeur ajoutée dans l'industrie et dans le secteur des hydrocarbures ont entravé le développement global en 2007.

II.1.1- Evolution de l'activité

En 2007, la Production Intérieure Brute est estimée à 8 601,0 milliards de dinars et elle s'est accrue de 2,7 %, soit 814,7 milliards de dinars.

Exceptés l'industrie et le secteur des hydrocarbures, tous les secteurs d'activité ont réalisé de meilleures performances qu'en 2006 et ils ont tous progressé à des rythmes annuels supérieurs à 5,0 %.

Le secteur du BTP croît de 9,8 %, mais son rythme s'est ralenti de 1,8 point de pourcentage. Les services marchands, quant à eux, gagnent 0,3 point et réalisent un taux de croissance de 6,8 %. L'agriculture a progressé de 5,0 %, taux en hausse de 0,1 point par rapport à l'année 2006.

En particulier, les services des administrations publiques ont progressé au rythme de 6,5 % en 2007, soit plus du double de la croissance réalisée l'année précédente (3,1 %). Cependant, si

l'expansion industrielle reste très modeste à 0,8 %, il importe de noter que, pour la seconde année consécutive, la croissance du secteur des hydrocarbures décline et enregistre un recul de sa valeur ajoutée estimée à 0,9 %.

Agriculture

En raison des bonnes conditions climatiques qui ont présidé à la campagne agricole 2007 et de la relative intensification de la production céréalière qui s'est traduite par la hausse des rendements, la valeur ajoutée agricole a progressé quasiment au même rythme que l'année précédente, gagnant 0,1 point de pourcentage à hauteur de 5,0 %.

Cette croissance est tirée par l'expansion de 2,5 % de la production végétale et surtout par celle de la production animale qui aurait atteint 8,6 %, et notamment par le quasi doublement de la production des viandes blanches dont la hausse est estimée à 79,4 %, qui retrouve ainsi une croissance de 10% par rapport à l'année 2001.

Les données sectorielles indiquent un accroissement considérable de la production de céréales de l'ordre de 7,2 %, la portant à 4,3 millions de tonnes, et la stagnation de la production végétale hors céréales (0,1 %) qui affichait des taux de croissance supérieurs à 5 % depuis l'année 2001.

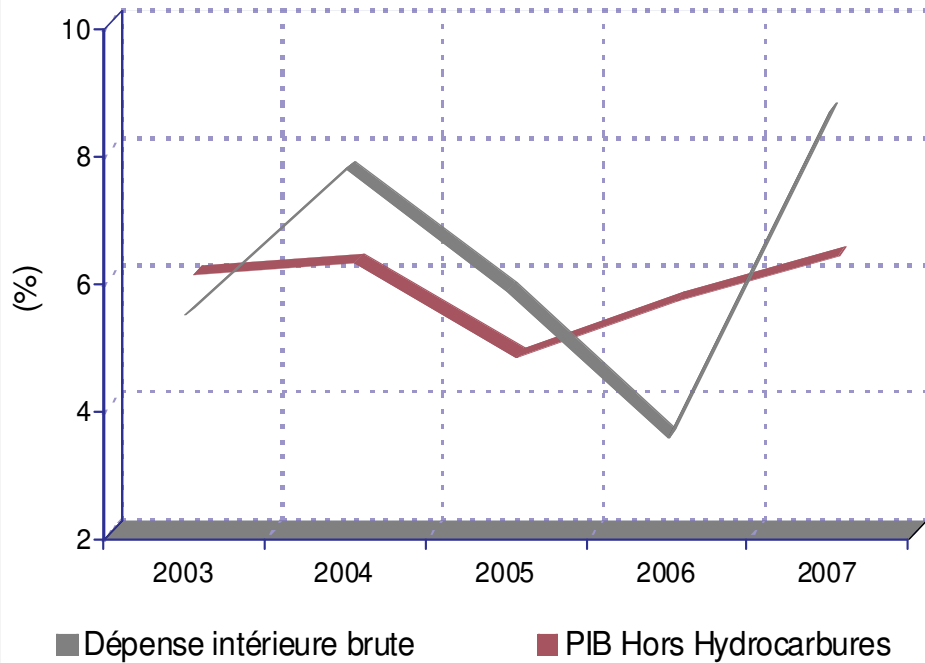
Le cheptel ovin se serait accru de 11,6 % et le cheptel bovin aurait augmenté de 6,3 %, ce qui ne s'est pas concrétisé par l'amélioration de la production laitière qui, elle, aurait régressé de 2,6 % au moment où les prix mondiaux des produits laitiers battent des records de hausse.

Quasiment toutes les spéculations végétales ont décliné : la viticulture a perdu 28,4 % de sa production, l'oléiculture a régressé de 21,1 % et la production maraîchère a baissé de 2,4 %.

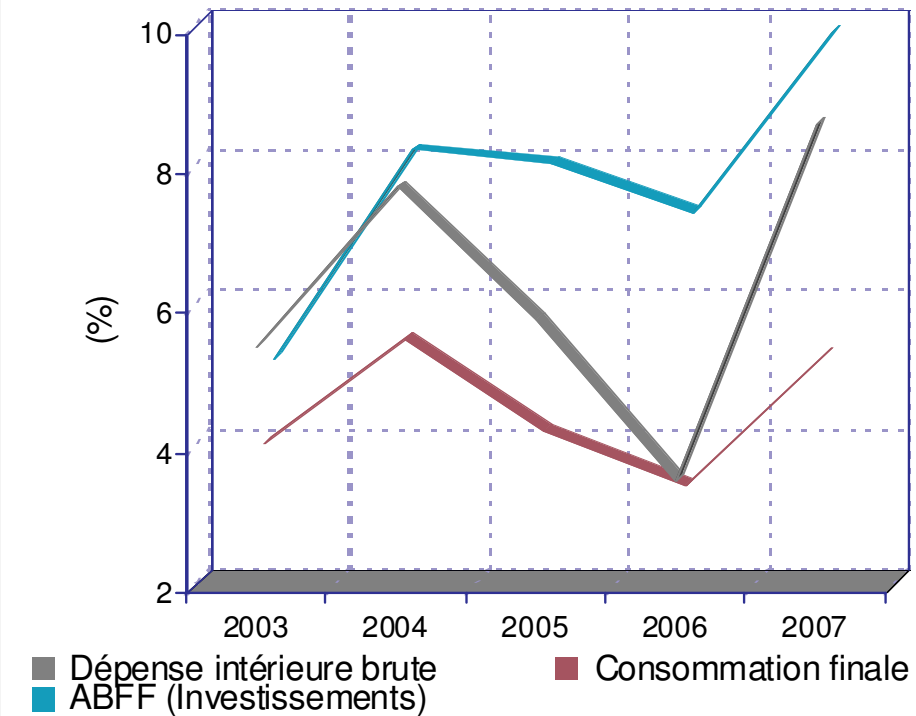
La valeur ajoutée agricole ne représente plus que 7,6 % du produit intérieur brut et occupe la quatrième position dans la

SECTEUR REEL

GRAPHIQUE 3
EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE & DU PRODUIT INTERIEUR BRUT HORS HYDROCARBURES (EN VOLUME)



GRAPHIQUE 4
EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE (EN VOLUME)



hiérarchie des contributions à la richesse nationale. Sa part dans le PIB hors hydrocarbures est de 13,7 %.

En raison de l'explosion des prix mondiaux des produits agricoles, notamment de ceux des céréales et des produits laitiers, l'expansion des cultures vivrières, indispensable pour réduire la dépendance alimentaire, demeure impérieuse.

Bâtiment et travaux publics

Cette activité continue à réaliser d'excellentes performances, légèrement en retrait relativement à la croissance record obtenue en 2006.

La valeur ajoutée du secteur du Bâtiment et Travaux Publics contribue pour 8,7 % à la richesse nationale, au 3ème rang après les secteurs des hydrocarbures et des services.

En raison des considérables investissements publics consacrés au développement des infrastructures de transport et à la construction de logements, ce secteur affiche un réel dynamisme depuis plusieurs années avec un taux de croissance annuel moyen en volume de 9,5 % depuis 2005. En 2007, la valeur ajoutée du BTP a progressé de 9,8 % en volume, en repli par rapport à la croissance de 11,6 % réalisée l'année précédente, recul probablement dû à la saturation de l'absorption des investissements en infrastructures, induite par les contraintes liées aux capacités de production installées.

Impulsée par la hausse considérable (39,9 %) des dépenses d'équipement de l'Etat à hauteur de 1 420 milliards de dinars consacrées essentiellement aux réalisations d'infrastructures hydrauliques, routières et ferroviaires ainsi qu'à la construction de logements neufs, la croissance du BTP tire celle des branches qui lui sont liées, notamment le transport ainsi que la fabrication de ciment et de ronds à béton et entraîne l'accroissement des importations de services.

Les disponibilités en ciment ont atteint 16 millions de tonnes en 2007, en hausse de 4,7 %, grâce à la forte croissance de la

production domestique (8,4 %) à 15,9 millions de tonnes, croissance qui a largement compensé la baisse considérable des importations (82,5 %) de même que l'extraction d'agrégats (10,2 millions de tonnes) a augmenté de 14,1 %. L'offre en rond à béton est restée stable ; la production domestique en hausse de 6 %, mais qui ne couvre que 18,3 % des besoins, a permis de stabiliser les importations à leur niveau de l'année précédente (1,62 million de tonnes).

La construction de logements, l'activité la plus dynamique du secteur, a réalisé une croissance de 22,7 % en volume et de 38 % en valeur.

Hors logements construits en auto-construction, les livraisons de logements sont estimées à 166 000, volume quasiment stable par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les mises en chantier de nouveaux logements, de l'ordre de 161 000 en 2007, permettront de maintenir le rythme élevé d'activité du secteur du BTP.

Les services marchands

Avec une valeur ajoutée de 1 922,5 milliards de dinars représentant le cinquième du produit intérieur brut, les services marchands viennent au second rang en matière de contribution à la richesse nationale. La croissance de ce secteur s'est maintenue à un niveau élevé et s'est légèrement accélérée à hauteur de 6,8 %, gagnant 0,3 point par rapport à 2006.

La forte hausse des importations estimée à 30 % en valeur s'est traduite par l'expansion des activités de transport et de distribution et a donc grandement contribué à l'expansion de l'activité.

L'industrie

L'industrie continue à réaliser des performances médiocres et sa faible croissance s'est nettement ralentie, perdant deux points de pourcentage. Avec 0,8 % de progression de la valeur ajoutée, la plus faible hausse de tous les secteurs hors hydrocarbures, elle poursuit son déclin entamé depuis deux décennies.

En dépit du dynamisme singulier de la branche de production d'électricité, la contribution de l'industrie à la formation de la richesse nationale recule d'année en année. La valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB hors hydrocarbures a régressé de 9,9 % en 2004 à 8,5 % en 2007, et sa décroissance est ininterrompue. En 2007, l'industrie contribue à peine à 4,7 % du PIB et, selon ce dernier critère, elle se classe au dernier rang des secteurs d'activité.

L'industrie publique est en voie de restructuration par cession-privatisation d'entreprises et l'industrie privée, peu compétitive et confrontée à une forte concurrence dans un marché ouvert, ne réalise pas les investissements d'envergure qui lui permettraient de prendre le relais du secteur public en matière de développement industriel.

Les hydrocarbures

Comme en 2006, le secteur des hydrocarbures continue à évoluer dans un contexte de raffermissement des prix à l'exportation et de performances inégales de ses différentes branches. Globalement, et depuis deux (2) ans, la valeur ajoutée du secteur recule. Après avoir diminué de 2,5 % en volume en 2006, elle a de nouveau baissé de 0,9 % en 2007.

Les prix moyens à l'exportation du pétrole brut ont augmenté de 13,8 % en 2007 ; ils sont passés d'une moyenne annuelle de 54,6 dollars le baril en 2005 à 65,8 dollars en 2006 et à 74,9 dollars en 2007.

La production d'hydrocarbures, tant liquides que gazeux, a globalement reculé de 5,4 % pour les premiers et de 2,9 % pour les seconds.

L'extraction de pétrole brut, le volume de condensat et de gaz naturel ont régressé. Néanmoins, la production de gaz naturel liquéfié, de gaz propane liquéfié et de produits raffinés a enregistré des performances appréciables, augmentant à des taux compris entre 2,0 % et 5,7 %. Du fait de la hausse des prix à l'exportation, la valeur ajoutée aux prix courants a augmenté de 7,0 % à hauteur de 4 157,5 milliards de dinars en 2007,

portant la contribution des hydrocarbures au PIB à 44,3 %, proportion en baisse de 1,6 point par rapport à l'année précédente.

La croissance économique réalisée en 2007 est sans conteste appréciable, mais sa trop forte dépendance à l'égard de la monoexportation d'hydrocarbures et des dépenses publiques d'investissement, la rend fragile et à la merci d'un retournement conjoncturel des prix des hydrocarbures et, corrélativement, d'une moindre aisance financière du budget de l'Etat.

Il devient donc impératif de diversifier les sources d'expansion pour une croissance durable, qui puisse à la fois créer les emplois industriels, agricoles, et de service indispensables à la réduction du chômage et de la dépendance alimentaire au moment où les prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux croissent à des taux jamais atteints.

II.1.2 - Production industrielle

En 2007, l'indice de la production industrielle du secteur public - base 100 en 1989 -, est estimé à 86,9 points et enregistre sa seconde baisse annuelle consécutive à hauteur de 1,6 %, en nette accélération par rapport au repli de 0,3 % de l'année précédente. La relative embellie de l'activité industrielle de l'année 2005, qui s'était traduite par la hausse de 1,6 % après cinq années de faible croissance, ne s'est donc pas confirmée au cours des deux années suivantes. En fait, après un premier semestre caractérisé par une croissance faible mais positive, la production du second semestre a enregistré d'importantes baisses, estimées à 3,2 % au troisième trimestre et à 4,0 % au quatrième.

Hors hydrocarbures, la production industrielle recule de 3 % et l'industrie manufacturière décroît de 6,5 %, sa plus forte baisse annuelle depuis l'année 2000.

La production de l'industrie manufacturière du secteur public demeure toujours en deçà de son niveau de 1989 et, avec un indice de 54,7 en 2007, elle dépasse à peine la moitié de son niveau de l'année de base.

Sur la période 2000-2007, la croissance annuelle moyenne de l'industrie publique se limite à 0,3 %, alors que l'industrie manufacturière connaît une récession continue avec une perte annuelle moyenne de 2,8 % de sa production.

Du fait de la cessation d'activités et de la privatisation de nombreuses entreprises publiques, les capacités de production ont été notablement réduites dans la majorité des onze (11) secteurs d'activité industrielle.

En 2007, deux secteurs industriels parmi les onze que compte l'industrie publique, ont réalisé de bonnes performances avec des taux de croissance remarquables, supérieurs à 5 % : la production du secteur de l'énergie a progressé de 6,0 %, celle des mines et carrières a augmenté de 5,1 %. Deux branches ont réalisé une croissance plus modeste, à savoir celles des hydrocarbures et des matériaux de construction qui ont respectivement gagné 1,4 % et 0,8 %.

Tous les autres secteurs ont enregistré des baisses de production ; cinq branches ont vu leur production chuter de plus de 10 % ; l'industrie chimique perd le cinquième de sa production, l'activité textile régresse de 18,2 % et représente moins d'un dixième de son niveau de 1989, le travail du cuir et la fabrication de chaussures reculent de 16,1 %, les industries diverses perdent 16,0 % de leur production et l'industrie du bois et du papier recule de 11,5 %. Enfin, la production agroalimentaire diminue de 5,9 % et son niveau actuel est inférieur au tiers de celui de l'année de base.

Le secteur de l'énergie confirme sa croissance rapide et régulière. Sa production a été multipliée par 2,5 depuis 1989 et la hausse de l'année 2007, estimée à 6,0 %, est la plus élevée de l'industrie publique. Cette dernière est légèrement supérieure à la croissance annuelle moyenne (5,8 %) réalisée au cours de la période 2000 à 2007.

La consommation d'électricité a progressé de 6,0 % à hauteur de 30,3 gigawatt-heure, tirée par la forte poussée de la demande en basse tension qui a augmenté de 7,4 %, alors que les ventes

d'électricité de haute et moyenne tensions ont enregistré des hausses significatives mais moins importantes, respectivement de 5,9 % et de 3,9 %. Par ailleurs, la consommation de gaz (64,1 megathermies) a augmenté de 9,6 % par rapport à l'année 2006, croissance induite par les fortes hausses de la consommation en moyenne et basse pressions estimées à 11,3 % et 10,6 % et, dans une moindre mesure, par l'expansion de 7,8 % des ventes de gaz à haute pression.

Après la baisse de 0,7 % de 2006, l'indice de la production des hydrocarbures progresse de 1,4 %, se redresse à 150,7 points et dépasse légèrement son niveau de l'année 2005 (149,6 points). Ce retournement est dû aux bonnes performances des branches du raffinage de pétrole et de la liquéfaction du gaz qui ont augmenté leur production respective de 4,0 % et de 3,5 %. Les productions de gaz et de pétrole, quant à elles, n'ont augmenté que de 0,7 %.

Pour la troisième année consécutive, le secteur d'activité des mines et carrières réalise de bonnes performances avec une hausse de la production de 5,1 % en 2007, croissance cependant nettement plus faible que celles des deux années précédentes : 15,1 % en 2006 et 10,1 % en 2005. Cette expansion est due au développement de l'extraction de phosphate qui progresse de 20 % en 2007, après avoir enregistré une hausse de 48,7 % l'année précédente. Par ailleurs, la demande générée par l'expansion du secteur du bâtiment et des travaux publics a impulsé la forte hausse d'extraction de sable (8,8 %). Par contre, il est à noter le repli de l'extraction du minerai de fer qui a perdu le quart de sa production et qui retrouve quasiment son niveau de l'année 2005.

La production de matériaux de construction et de verre se redresse légèrement et croît de 0,8 % après la forte baisse de 3,8 % en 2006. Cette croissance n'est, cependant, pas suffisante pour effacer les pertes précédentes ; l'indice de la production (109,4 points en 2007) demeurant inférieur à celui de l'année 2005 (112,7 points). Ce progrès est dû à la seule branche des liants hydrauliques dont la production a augmenté de 6,9 % ; les 4 autres branches de ce secteur d'activité ayant toutes enregistré

des baisses de production. Celle de l'industrie du verre a régressé de 22,9 % et la fabrication de produits rouges a reculé de quasiment 10 %. Cette récession est d'autant plus préoccupante que la demande demeure forte, impulsée par le développement des nombreux chantiers de travaux publics et de construction de logements.

Après la hausse modérée de 1,3 % réalisée en 2006, l'activité du secteur sidérurgique, mécanique et électrique (ISMME) fléchit de nouveau, la production régressant de 6,4 %. Cette industrie a perdu le tiers de son potentiel depuis 1989.

Exceptée la branche de la fabrication des biens métalliques et électriques dont la production augmente légèrement de 0,9 %, toutes les autres enregistrent de fortes baisses. La fabrication de véhicules industriels recule et perd 37,0 % ; celle des biens de consommation mécaniques s'effondre de 47,9 % et moins de la moitié des capacités installées de ce secteur d'activité sont utilisées.

Pour la deuxième année consécutive, la production de l'industrie publique de la chimie et des plastiques régresse brutalement. On estime à 20,0 % la baisse de production en 2007, baisse qui succède au repli significatif de 3,1 % de l'année précédente. Seules les deux branches de la fabrication des peintures et de produits pharmaceutiques ont réalisé des gains de production, respectivement de 4,1 % et 2,7 %.

La production des résines synthétiques a enregistré la deuxième forte baisse annuelle, ayant reculé de 33,6 % après une baisse de 46,6 % en 2006.

Deux autres branches, celles de la chimie de base et de la fabrication d'engrais et de pesticides, ont aussi accusé de fortes baisses, respectivement 28,7 % et 28,4 %, replis qui rompent avec les progrès de l'année 2006.

Les fermetures et la privatisation de nombreuses entreprises du textile et du cuir ont conduit à l'effondrement de ce secteur d'activité de l'industrie publique. La production du cuir et de la chaussure représente moins du dixième de son niveau de 1989 et celle des textiles légèrement moins d'un cinquième.

Pour la 5ème année consécutive, la filière agroalimentaire publique enregistre une baisse de production estimée à 5,9 %. La production de l'année 2007 ne représente plus que 30 % de son niveau de l'année 1989 et aucune des branches de cette filière n'a réalisé de croissance positive. Cette filière aussi est en net déclin et en voie de disparition. La fabrication des corps gras a baissé de 85,6 % en 2007, après un recul de 52,1 % l'année précédente. Celle du sucre a quasiment été réduite de 44,7 %, alors qu'elle avait enregistré en 2006 un taux de croissance de 27,1 %.

Enfin, l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie est de nouveau en récession avec une perte de production estimée à 11,5%. Exceptée la fabrication de papier qui réalise une forte croissance de 14,9 %, les trois autres branches (menuiserie générale, ameublement, industrie du liège) ont enregistré de fortes baisses ; la baisse des deux premières branches ayant été supérieure à 20 %.

L'industrie nationale, soumise à forte concurrence des produits importés rendus de plus en plus attrayants par la forte réduction des droits à l'importation, confrontée au sous investissement chronique, nécessite un véritable plan de redressement et de développement à même de redensifier le tissu industriel.

II.1.3 - Demande

La demande finale de consommation et d'investissement, tant des ménages que de l'Etat, se maintient à un niveau élevé.

En 2007, la dépense intérieure brute s'est accrue de 8,7 % en volume ; un rythme dépassant de 5,1 points de pourcentage la faible croissance réalisée en 2006 estimée à 3,6 %, mais aussi la bonne performance de 5,9 % obtenue en 2005.

L'effort d'investissement, essentiellement public, s'est poursuivi et intensifié. Il contribue pour 65,5 % à la hausse de la dépense intérieure brute. Avec une croissance de 9,8 % en volume en 2007, soit 2,6 points de pourcentage de plus qu'en 2006, l'accumulation absorbe 35 % du produit intérieur brut.

La croissance de la consommation finale, estimée à 5,3 % en volume, a gagné 1,9 point de pourcentage grâce à la très forte progression des dépenses des administrations publiques dont le rythme a atteint 7,1 %. La consommation finale des ménages progresse plus lentement qu'en 2006. Avec 4,7% de hausse, son rythme de croissance a gagné 1,8 point de pourcentage, ce taux reste supérieur à la croissance démographique, indiquant une nette amélioration de la consommation per capita.

Les dépenses d'investissement de l'Etat ont progressé de 39,9 % à hauteur 1 420,1 milliards de dinars en 2007 contre 1 015,1 milliards en 2006; cette forte progression des dépenses d'équipement n'a cependant pas permis d'utiliser pleinement les 2 294,1 milliards de dinars de crédits alloués. Le taux d'utilisation des crédits de paiement s'est amélioré à concurrence de 12 points de pourcentage mais reste faible, atteignant à peine 62 %.

Les importations, représentant le quart du PIB, s'accroissent de 14 % en volume, alors que les exportations (46 % du PIB), reculent de 0,7 %. Malgré une forte croissance des exportations de marchandises (10,3 %) et, dans une moindre mesure, de celle des services (5,3 %), leur valeur totale modeste (275 milliards de dinars, ne représentant que 6,3 % des exportations totales), ne peut compenser la chute de 0,7 % en volume des exportations d'hydrocarbures.

En valeur, les importations augmentent de 12,5 % à hauteur de 2 348,1 milliards de dinars et cette forte hausse est imputable en premier lieu à la forte croissance des importations de marchandises qui ont progressé de 10,3 % en volume et 12,5 % en valeur à hauteur de 1 931,8 milliards de dinars, et dans une moindre mesure aux importations de services - essentiellement des services de transport, des services du BTP et des services techniques - qui progressent de 51,4 % (12,5 en valeur et 34,5 % en volume), contribuant ainsi pour 27 % au flux des importations.

Les importations de marchandises ont connu un véritable bond en 2007. Les taux de croissance des trois catégories de biens

(biens de consommation, intermédiaires et d'équipement) sont à deux chiffres. Les biens intermédiaires représentent 39,6 % des importations, suivis de biens de consommation et des biens d'équipement, avec des parts relatives de 31 % et 29,5 %.

Les importations de biens intermédiaires ont connu une très forte expansion en valeur avec 32,0 % de croissance pour atteindre 764 milliards de dinars pour l'année 2007.

Près de 600 milliards de dinars, soit l'équivalent de 8,63 milliards de dollars, en hausse de 24,8 % ont été consacrés aux importations de biens de consommation ; le coût des biens d'équipement importés ayant progressé de 14,3 %, à hauteur de 569,1 milliards de dinars.

L'accélération de la hausse de la dépense intérieure, stimulée par la forte croissance des dépenses budgétaires, s'est répercutée positivement sur la relance de l'activité économique. Cependant, sans un puissant relai en terme d'investissement dans les deux secteurs traditionnellement pourvoyeurs d'emploi (les services et la petite et moyenne industrie), elle ne peut répondre, à elle seule, aux besoins d'emploi des jeunes actifs et à ceux de la population en chômage. En outre, la croissance actuelle fortement dépendante des dépenses d'équipement public, peut être contrarié par une baisse des ressources budgétaires en cas de "chocs" externes. La diversification des sources de croissance s'avère donc impérieuse.

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

```
(chap_02_07.qxd)
/Title
()
/Subject
(D:20080511123912)
/ModDate
()
/Keywords
(PDFCreator Version 0.8.0)
/Creator
(D:20080511123912)
/CreationDate
(Administrateur)
/Author
-mark-
```